

Amnesty International condamne l'exécution de quatre hommes en Guinée équatoriale

Communiqué de presse

23 août 2010

Amnesty International condamne l'exécution de quatre hommes en Guinée équatoriale

Index AI : PRE01/293/2010

Amnesty International a condamné ce lundi 23 août 2010 l'exécution de quatre hommes en Guinée équatoriale, tous reconnus coupables de tentative d'assassinat sur la personne du président.

José Abeso Nsue, Manuel Ndong Anseme, Alipio Ndong Asumu et Jacinto Michá Obiang ont été exécutés le 21 août, immédiatement après avoir été déclarés coupables par un tribunal militaire de la capitale Malabo.

« Ces hommes ont été reconnus coupables au terme d'un procès inique, condamnés à mort et exécutés avec une rapidité effrayante, sans avoir bénéficié de la moindre possibilité de faire appel de leur condamnation », a regretté Erwin van der Borght, directeur du Programme Afrique d'Amnesty International.

Les quatre hommes, qui s'étaient réfugiés au Bénin depuis plusieurs années, ont été enlevés par les forces de sécurité équato-guinéennes en janvier 2010.

Ces anciens responsables militaires ont ensuite été placés en détention secrète à la prison de Black Beach à Malabo, où ils auraient « avoué » l'attaque lancée contre le palais présidentiel le 17 février 2009.

Amnesty International a reçu des informations selon lesquelles ils avaient été torturés en détention et avaient « avoué » sous la contrainte avoir pris part à cette attaque présumée.

« La Guinée équatoriale doit mettre un terme aux enlèvements, aux actes de torture et aux exécutions auxquels elle se livre actuellement en prétendant rendre justice », a déclaré Erwin van der Borght.

José Abeso aurait demandé à voir sa famille lorsque sa condamnation à la peine capitale a été prononcée. Lorsque son épouse et son fils sont arrivés à la prison de Black Beach une heure plus tard, il avait déjà été mis à mort.

Les autorités équato-guinéennes ont tout d'abord imputé l'attaque du palais présidentiel au Mouvement pour l'émancipation du Delta du Niger (MEND), groupe armé nigérian qui a nié toute responsabilité.

De très nombreux Nigériens ont été arrêtés, incarcérés et expulsés de Guinée équatoriale au

lendemain de cet événement. Sept pêcheurs et commerçants nigériens, arrêtés en mer, ont été condamnés en avril 2010 à une peine de 12 ans d'emprisonnement pour tentative d'assassinat sur la personne du président.

Deux Équato-guinéens, membres du parti d'opposition Union populaire (UP), jugés en même temps que les ressortissants nigériens, ont été acquittés en avril. Malgré cela, Marcelino Nguema et Santiago Asumu ont été déclarés coupables la semaine dernière des mêmes chefs d'accusation et condamnés le 21 août par un tribunal militaire de Malabo à une peine d'emprisonnement de 20 ans et un jour.

« Marcelino Nguema et Santiago Asumu ont été jugés à deux reprises pour les mêmes chefs d'inculpation, ce qui bafoue clairement le droit international. Amnesty International les considère comme des prisonniers d'opinion et demande leur libération immédiate et inconditionnelle », a conclu Erwin van der Borght.

La Guinée équatoriale a essuyé les critiques des Nations unies pour avoir enlevé des réfugiés équato-guinéens dans des pays voisins et les avoir maintenus en détention secrète.